



Edmond Barrachin : le temps des apprentissages

Gilles Le Béguec

DANS **PARLEMENT[S], REVUE D'HISTOIRE POLITIQUE** 2011/2 n° 16 , PAGES 150 À 160
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1768-6520

DOI 10.3917/parl.016.0150

Date de mise en ligne : 30/03/2012

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-parlements1-2011-2-page-150?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Edmond Barrachin : le temps des apprentissages

Gilles Le Béguet

Professeur émérite de l'Université Paris-Ouest Nanterre La Défense
Centre d'histoire de Sciences Po
gilles.lebeguet arobase noos.fr

Nul ne conteste plus aujourd'hui l'intérêt que présente une étude un tant soit peu systématique des « apprentissages » d'un homme public. Dans le cas d'Edmond Barrachin¹, cette approche fournit sans doute quelques-unes des meilleures clefs de compréhension de son comportement politique et de sa personnalité profonde.

On justifiera ce dernier propos en prenant appui sur deux types de considérations.

En premier lieu, cette « entrée au forum » – pour reprendre l'expression chère à Anatole de Monzie – s'est opérée de façon très particulière, c'est-à-dire en dehors de la plupart des chemins balisés. On veut dire par là que sa formation à la fois intellectuelle et politique

¹ NDLR : voir aussi, *supra*, Gilles Le Béguet, « Pourquoi Edmond Barrachin ? Réflexions sur un itinéraire singulier », pp. 142-148 et, *infra*, Jean-Paul Thomas, « Edmond Barrachin ou la pérennité des réseaux politiques des droites », pp. 161-174.

a été acquise de manière quasi exclusive au contact de grands aînés qui ont apporté aide et conseil tout en transmettant au jeune homme une part importante de leur riche expérience. Ce qui n'a pas empêché Edmond Barrachin – comme on le verra au terme de cet article – de s'affranchir, le temps venu, de la tutelle de ses « mentors ».

En second lieu, le disciple attentif aux leçons prodiguées par ses maîtres est lui-même devenu, au terme d'une longue carrière un mentor, entendons par là un homme d'expérience, reconnu comme tel, préoccupé de faciliter la promotion de cadets choisis avec soin et discernement. Si le terme d'« éveilleur » peut paraître un peu fort, il semble légitime de parler à ce sujet de prospecteur de talents et de guide toujours prêt à fournir encouragements et conseils judicieux. Pour limiter le champ d'investigation à la famille modérée, on fera état ici des noms de Jean de Broglie – qui fut l'un de ses principaux collaborateurs au ministère d'État en charge de la réforme constitutionnelle au cours de l'année 1953-1954 – et de Bertrand Motte, auquel il a sans doute pensé pour porter les couleurs du centre lors de la campagne présidentielle de 1965. Un cas un peu particulier est celui de Jean Lecanuet, auquel le lia une véritable amitié au soir d'une vie politique bien remplie. Président du groupe Republicain indépendant du Sénat dans les premières années de la V^e République, Edmond Barrachin avait eu l'occasion d'apprécier les qualités de son cadet à l'époque où celui-ci occupait des fonctions similaires à la tête du groupe MRP. On connaît la suite : quand le projet de candidature Bertrand Motte fut abandonné, Edmond Barrachin apporta un soutien extrêmement chaleureux à la candidature du président du MRP, contribuant à rallier à son panache tout un secteur de l'opinion modérée.

Le temps des apprentissages couvre en gros les années 1929-1936, avec un processus d'affirmation personnelle très sensible à compter de l'année-pivot 1934². L'année 1929 est celle de l'entrée – par la

² Les papiers Barrachin conservés au Centre d'Histoire de Sciences Po ne contiennent aucun document concernant d'éventuelles activités politiques de l'intéressé pour la période antérieure à l'année 1930. Mais on sait, par d'autres sources, que le jeune homme est entré au cabinet de son beau-père, François Piétri, dès 1929, lors de la nomination de celui-ci au ministère des Colonies. On ne trouve aucune trace d'engagement à caractère politique avant cette date.

Détail intéressant : un autre membre de l'équipe des collaborateurs de Piétri s'appelait Pierre Brossolette. Ce détail a son importance quand on sait que Brossolette a joué un rôle capital, à la fin de l'année 1942, dans le ralliement de Charles Vallin à la France Libre. Or, Barrachin était très proche de Vallin et l'a, selon toute évidence, encouragé à effectuer ce choix décisif. Sur cette dernière affaire, on se reportera à la biographie de Guillaume Piketty (*Pierre Brossolette, un héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998), en particulier pp. 207-208.

petite porte, si l'on peut dire – dans les circuits du pouvoir, avec la nomination, en qualité de simple attaché, au cabinet de son beau-père, François Piétri. L'année 1936 est une année décisive à un double titre : le jeune Edmond Barrachin fait l'amère expérience d'un premier échec en perdant, dans les Ardennes, le siège de député conquis lors de l'élection partielle de septembre 1934 ; quelques semaines plus tard, le colonel de La Rocque le sollicite pour remplir les fonctions de directeur du bureau politique du Parti social français nouvellement constitué. Le beau-fils de François Piétri, que beaucoup n'avaient pas encore pris véritablement au sérieux dans le milieu parlementaire, vole désormais de ses propres ailes, en donnant, très vite, un relief particulier à ce poste-clef du puissant dispositif politique mis en place par le PSF³.

Tout ce que l'on sait d'un peu précis sur cette période des expériences formatrices est lié, de près ou de loin, à l'aide apportée par trois personnages dotés d'un profil fort différent. Par ordre d'entrée en scène, il s'agit de François Piétri, d'Étienne Riché et d'Henry Franklin-Bouillon.

À l'ombre de l'une des figures consulaires de la République modérée : François Piétri

Au seuil des années 1930, le député de la Corse François Piétri, entré au Palais-Bourbon en 1924, est en train de s'imposer comme l'une des valeurs sûres du personnel parlementaire « modéré », occupant, avec talent et compétence, des postes ministériels de plus en plus importants. Il n'y a pas lieu de retracer ici les étapes d'une carrière brillante que les choix malencontreux opérés en 1940 devaient interrompre de façon prématurée. Pour ce qui nous intéresse dans le cadre du présent article, deux points méritent en revanche d'être examinés avec une plus grande attention⁴.

³ De même, on ne peut pas écarter l'hypothèse d'une influence, exercée au moins de façon indirecte, de ce ralliement de Barrachin au PSF en 1936. Dans l'entretien qu'il nous avait accordé le 8 décembre 1971, Barrachin avait en effet attribué ce ralliement, pour partie tout au moins, aux conseils donnés par Jean Chiappe. Or, on sait que l'ancien préfet de police, élu député de la Corse en 1936, était un proche de Piétri. Piétri, en particulier, avait donné sa démission du cabinet Daladier en février 1934 pour protester contre la révocation de Chiappe.

⁴ François Piétri (1882-1960), issu d'une dynastie de grands notables, inspecteur des finances, collaborateur de Joseph Caillaux en 1911, a été ministre à de très nombreuses reprises. Il a appartenu successivement à des cabinets à direction radicale (y compris le cabinet constitué par Daladier lors de la crise de février 1934) et à des cabinets à direction « modérée ». Barrachin a été son collaborateur de 1929 à 1931, au ministère des Colonies puis au ministère du Budget. Piétri avait épousé,

François Piétri a été un beau-père attentif, admiré et, dans un premier temps tout au moins, écouté⁵. Dès la fin des années 1920, il a pris sous sa protection un débutant dépourvu de tout bagage intellectuel dûment répertorié. La consultation des papiers Barrachin montre également qu'il lui a – le cas échéant – apporté les concours nécessaires à la réussite de sa carrière. Lors des élections de 1932, François Piétri est ainsi intervenu auprès d'André Tardieu, alors président du Conseil, pour faciliter sa candidature dans la circonscription de Rethel. On peut également penser que l'entregent de François Piétri a été pour quelque chose dans l'entrée de son beau-fils au sein du comité directeur de l'Alliance démocratique. Mais on reste ici dans le domaine des hypothèses.

Sur un autre plan, Edmond Barrachin semble avoir tiré le plus grand profit des leçons prodiguées par François Piétri. La principale leçon a été d'ordre spécifiquement politique et on peut la présenter sous la forme d'une simple maxime : « un modéré avisé doit veiller à ne se couper jamais durablement du centre ». Il faut ajouter que sur ce point le député de la Corse s'est longtemps comporté en virtuose. Chef de file de l'un des principaux clans dominants de la droite dans l'île de Beauté, François Piétri, qui avait naguère travaillé aux côtés de Joseph Caillaux, cultivait à Paris une image de « républicain de gauche » gardant ses distances avec les groupements organisés de la mouvance modérée (les « républicains nationaux », pour reprendre le vocabulaire le plus fréquemment utilisé au tournant des années 1920 et des années 1930) et laissait volontiers la porte ouverte, y compris sur le plan gouvernemental, à une collaboration avec les radicaux raisonnables. Inspiré des vieilles recettes de la « concentration républicaine », le choix d'une telle ligne stratégique sera d'ailleurs à l'origine de quelques faux-pas, en particulier lors de la crise de février 1934. Candidat à l'élection partielle de l'automne de la même année dans la circonscription de Sedan sous les couleurs de l'« Union nationale », son beau-fils n'en a pas moins tenté, avec d'ailleurs un certain succès, d'appliquer la recette, au point de s'insérer, au lendemain d'une victoire acquise pour partie grâce au mauvais report des voix à gauche, au groupe de la Gauche radicale, une formation parlementaire hybride occupant en théorie une position sensiblement

en 1925, la mère d'Edmond Barrachin, veuve de son premier mari, conseiller général des Ardennes.

⁵ Les divergences politiques liées à l'attitude à l'égard du régime de Vichy n'ont en rien altéré le lien de confiance unissant Piétri et son beau-fils. Le dépouillement attentif des papiers Barrachin montre que le leader politique de la IV^e République sollicitait volontiers les conseils de l'ancien ministre, écarté de la scène publique, au point de lui transmettre le cas échéant la première mouture de ses discours.

plus marquée à gauche que celle des « républicains de gauche » de Piétri. Mais il est vrai que, ce faisant, le nouveau député de Sedan mettait tout simplement ses pas dans ceux d'Étienne Riché, son prédécesseur au sein de la représentation ardennaise.

Dans le sillage de l'un des talents prometteurs de la génération montante du centre droit : Étienne Riché

François Piétri avait joué le rôle de père de substitution. Plus proche par les origines géographiques, Étienne Riché, député des Ardennes de 1928 à 1934 a été un « ami », il serait plus exact de dire un grand frère, dont l'influence et les leçons ont été complémentaires de celles de Piétri⁶.

À cet ami, appartenant au même milieu des grands notables ardennais, Edmond Barrachin doit une foule de choses. On insistera sur les trois principales.

Le jeune attaché de cabinet de François Piétri est d'abord redevable à son compatriote ardennais de son introduction dans les réseaux de la politique locale, une politique placée sous le signe d'une grande complexité, en raison notamment d'un réaménagement quasi continu des frontières séparant la droite de la gauche. Cette introduction s'est opérée, pour l'essentiel, par le truchement de l'URA (Union républicaine ardennaise), un groupement, constitué en 1924, destiné à réunir l'ensemble des modérés avec une ouverture significative en direction des radicaux hostiles au système d'alliances de type cartelliste. Edmond Barrachin a pris très au sérieux le nouveau rôle qui lui était ainsi confié, donnant de nombreux articles dans la presse départementale et acceptant les fonctions de vice-président de l'URA. Surtout, le patronage de Riché lui a permis d'acquérir une expérience concrète des réalités de la vie électorale : sollicité une première fois, en 1930, pour se porter candidat lors d'une élection partielle, le poulain d'Étienne Riché s'est contenté de participer à la campagne ; lors de la consultation générale du printemps 1932, il a trouvé en revanche l'occasion d'affronter personnellement le suffrage universel, dans la circonscription de Rocroi-Rethel. Un échec subi dans des conditions honorables a finalement constitué une sorte de galop d'essai, facilitant la désignation comme candidat d'Union nationale, à l'automne 1934, après le décès de Riché, dans la circonscription de Sedan.

⁶ Né en 1883, Étienne Riché était donc à peine moins âgé que François Piétri. Tombé gravement malade depuis 1933, il devait mourir au printemps 1934, laissant donc vacant le siège de la circonscription de Sedan.

À Étienne Riché, Edmond Barrachin doit également son entrée dans différents circuits, formels ou informels, d'une mouvance centriste aux contours indéterminés. On laissera de côté ici la question, déjà évoquée à propos de François Piétri, de l'admission de Barrachin au sein du comité directeur de l'Alliance démocratique, sinon pour faire état de la participation, très active, de Riché aux controverses agitant l'organisation présidée par Pierre-Étienne Flandin et de la décision d'adhésion collective à l'Alliance prise par l'URA au début de l'année 1935, c'est-à-dire, il est vrai, quelques mois après la mort du député de Sedan⁷. Beaucoup plus riche de conséquences, à notre sens tout au moins, a été la rencontre, via Riché, avec les réseaux d'inspiration « radicale-unioniste » gravitant autour d'Henry Franklin-Bouillon et de son lieutenant Pierre Cathala. Pour des raisons touchant à leur commun engagement, au tout début des années 1920, au sein du petit Parti républicain de réorganisation nationale (plus connu sous le nom de « Quatrième République »), Riché et Cathala étaient demeurés assez proches, même si les chemins avaient un temps divergé, Riché militant dans les rangs de l'Alliance démocratique tandis que Cathala préférait faire un bout de route avec le Parti radical-socialiste. Élus l'un et l'autre lors du renouvellement général de 1928, Riché et Cathala se retrouvèrent en tout cas dans le cadre du groupe de la Gauche sociale et radicale (désigné souvent dans un premier temps sous l'appellation de « Groupe unioniste ») fondé par Henry Franklin-Bouillon avec l'objectif de donner une expression parlementaire aux radicaux, en rupture avec la formation valoisienne depuis 1927, hostiles à une réédition de l'expérience cartelliste et favorables à un système d'alliances placé sous le signe de l'union nationale. La Gauche sociale et radicale, privée d'une partie de ses élus de 1928, fut contrainte d'apposer un point final à sa brève existence et de se fondre dans la vieille et hétéroclite Gauche radicale. Bien qu'étranger à cet univers social et mental, Étienne Riché suivit la consigne donnée par ses amis Franklin-Bouillon et Cathala, et on a vu qu'Edmond Barrachin, en digne héritier politique de Riché, effectua un choix identique au lendemain de son entrée au Palais-Bourbon à l'extrême fin de l'année 1934.

D'Étienne Riché, Edmond Barrachin a enfin reçu en héritage un ensemble de préoccupations politiques, pour ne pas dire de principes.

⁷ Étienne Riché a été très mêlé aux controverses qui agitérent l'Alliance, dans la seconde moitié des années 1920, controverses opposant les partisans d'une ligne centriste (la tendance Flandin) et les partisans d'une coopération étroite de l'ensemble des républicains nationaux (tendance Reynaud). Pour faire vite, on dira qu'il a occupé une position intermédiaire, insistant sur l'idée que la consolidation du parti constituait un préalable à l'examen de la question du choix des alliances.

Il est nécessaire de revenir à ce propos sur l'épisode, à bien des égards décevant, du Parti républicain de réorganisation nationale et de son combat perdu pour l'instauration d'une « Quatrième République » censée incarner les espoirs de la « génération du Feu »⁸. En simplifiant à l'extrême, on peut dire que ce mouvement avait été porteur d'un ambitieux projet de rénovation de la vie publique reposant sur deux piliers : un ensemble de réformes politiques permettant de faire litière des dysfonctionnements d'un parlementarisme en voie de dégénérescence ; la recherche de formules d'organisation offrant, par-delà les clivages hérités du passé, un cadre de réflexion et d'action commun à des hommes de bonne volonté venus d'horizons différents, de la droite nationale à la gauche réformatrice en passant par toute la gamme des couleurs de la famille modérée. En d'autres termes, on était ici tout proche de l'idéal du rassemblement d'objectifs, dont, du Front républicain au Rassemblement du peuple français en passant par le PSF, la quête obstinée devait constituer le fil d'Ariane du parcours ultérieur de Barrachin.

À la droite d'un éveillé et d'un chef de file : Henry Franklin-Bouillon

Avec François Piétri, Edmond Barrachin avait été un élève. Aux côtés d'Étienne Riché, il avait été à la fois un disciple et un compagnon. Auprès d'un Franklin-Bouillon parvenu quasiment au terme de sa carrière, il a été au cours de l'année 1935-1936 un lieutenant, qui a su mettre en musique quelques-unes des inspirations du maître tout en commençant à conquérir sa propre marge de manœuvre⁹.

⁸ Le Parti républicain de réorganisation nationale avait été fondé en 1919 par une équipe dont les principaux animateurs étaient Maurice Colrat (Alliance démocratique) et Maurice Bokanowski (radical sur le chemin de la dissidence). Le groupe dit de l'Action républicaine et sociale (déjà !) en a constitué le prolongement dans la Chambre élue à l'automne. Un petit état-major composé de non-parlementaires, généralement plus jeunes que les membres de l'équipe fondatrice, a tenté, sans grand succès, de poursuivre l'action engagée par le parti au tout début des années 1920. Les noms les plus fréquemment cités sont ceux de Pierre Cathala, d'André de Fels et d'Étienne Riché. On perd trace de toute activité à compter de l'année 1924. Voir à ce sujet, Gilles Le Béguec, « Premiers rassemblements d'objectifs : le mouvement Quatrième République et l'Union pour la nation », *La Genèse du RPF*, Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle, n°4, 1997, pp. 23-38.

⁹ Nos connaissances sur la personnalité complexe et l'itinéraire de Franklin-Bouillon ont été entièrement renouvelées par les travaux de Cédric Francille : *Henry Franklin-Bouillon : de l'Union des gauches à l'Union nationale (1923-1937)*, mémoire de master I sous la direction de Gilles Le Béguec, Université de Paris Ouest Nanterre

Au cours de la campagne pour l'élection législative partielle de l'automne 1934, il avait écrit dans une petite feuille locale : « Je considère l'Union nationale comme la forme la plus large de collaboration entre tous les éléments qui, dans le pays, ont gardé le sens de la nation et la passion des libertés démocratiques ». Tous les mots étaient soigneusement pesés et la fermeté du propos ne laisse pas d'étonner sous la plume d'un jeune homme dont la formation intellectuelle initiale avait été plutôt négligée. Du point de vue qui nous intéresse plus particulièrement ici, l'important est qu'une telle profession de foi le prédisposait à entrer dans les schémas de pensée de Franklin-Bouillon et à apporter un concours actif à la dernière aventure politique du vieux chantre de l'« unionisme »¹⁰.

Siégeant aux côtés du député de Seine-et-Oise au sein du groupe de la Gauche radicale, Edmond Barrachin a aussi pris toute sa part au bon aboutissement, fort problématique, d'une entreprise placée sous le triple signe de l'union, de la fidélité républicaine et de la vigilance nationale. Aux yeux de l'opinion, Pierre Cathala – qui nourrissait d'ailleurs des sentiments d'estime à l'égard de Barrachin – faisait toujours figure de lieutenant attitré de Franklin-Bouillon. Mais Cathala s'était beaucoup rapproché de son camarade de jeunesse Pierre Laval et il n'était plus exactement sur la même longueur d'onde que son ancien chef de file, en particulier sur les questions de politique extérieure¹¹. Dès l'hiver 1934-1935, le flambeau était ainsi passé *de facto*

La Défense, 2010, 132 p. et *Henry Franklin-Bouillon : un radical-socialiste à l'épreuve de la Première Guerre mondiale (1909-1923)*, mémoire de master II sous la direction de Gilles Le Béguec, Université de Paris Ouest Nanterre La Défense, 2011, 207 p. Les pages 106-108 du premier volume sont consacrées à l'épisode du Front républicain.

¹⁰ Le « système » Franklin-Bouillon reposait sur quatre piliers : la Fédération radicale indépendante de Seine-et-Oise, les comités radicaux-unionistes de la Seine (animés par le député Georges Boucheron, adhérent des Croix-de-Feu), l'antenne parlementaire (le groupe spécifiquement « bouillonniste » de la Gauche sociale et radicale de 1928 à 1932, la tendance « unioniste » de la Gauche radicale en 1932-1936, Franklin-Bouillon s'étant lui-même tenu à l'écart dans un premier temps) et les rassemblements dotés de plus vastes ambitions, l'Union pour la Nation de 1933-1934 et le Front républicain. On ne trouve pas trace d'une éventuelle présence de Barrachin à l'Union pour la Nation. Mais le point mériterait d'être éclairci avec davantage de précisions.

¹¹ Rappelons que Pierre Cathala, déjà choisi par Pierre Laval en 1932 pour occuper le ministère de l'Intérieur, détenait le portefeuille de l'Agriculture dans le cabinet Laval de 1935-1936, c'est-à-dire au moment du lancement du Front républicain. Détail intéressant : le couple Franklin-Bouillon/Cathala entretenait d'excellentes relations avec le Parti agraire et paysan de Fleurant Agricola et il en allait de même de Barrachin dans les Ardennes. Fleurant Agricola sera présent au grand meeting organisé par le Front républicain, salle Wagram, pour « sauver la Nation », le 5 décembre 1935.

aux porte-parole de la nouvelle génération, autrement dit à Edmond Barrachin et à Roger Sarret, entré au Palais-Bourbon, tout comme Barrachin, à l'occasion de l'une des consultations partielles de l'année 1934. Mais Roger Sarret était loin de posséder l'énergie et le talent politique du député des Ardennes¹².

Dans la droite ligne de l'Union pour la Nation que Franklin-Bouillon avait dirigée au cours de l'année 1934-1935, le Front républicain a incarné les nouvelles ambitions du « bouillonnisme »¹³. Avec une différence de taille : l'Union pour la Nation était une sorte de groupement civique qui s'adressait en priorité à ce qu'on appellerait aujourd'hui la société civile ; le Front républicain a été une opération proprement politique, pilotée par des élus, de jeunes élus plus spécialement.

L'opération s'est déroulée en deux temps.

Une première étape a été, au tout début du mois de juillet 1935, la constitution à la Chambre des députés d'une amicale parlementaire, un « groupe de jeunes » œuvrant pour le « redressement de la Nation » et la « paix intérieure et extérieure », les deux principaux animateurs du groupe étant Edmond Barrachin et Roger Sarret. À peu près au même moment, est annoncé le lancement d'un « Comité de propagande pour des élections loyales » placé sous la direction de Franklin-Bouillon, toujours avec l'aide de Sarret et de Barrachin¹⁴.

Le passage à la vitesse supérieure se profile dès août-septembre 1935. La grande affaire a été alors celle de la fondation d'un groupe parlementaire de type classique. Au terme d'une série de contacts formels et informels, la naissance d'un groupe de Front républicain est rendue publique le 11 octobre 1935, le groupe comptant

¹² Ancien secrétaire de la Conférence des avocats, Roger Sarret (1893-1977) avait appartenu, comme son confrère et ami Cathala, au Parti radical avant de suivre Franklin-Bouillon à la Fédération radicale indépendante de Seine-et-Oise. Il avait été élu député de Mantes au printemps 1934, à l'occasion de l'élection partielle provoquée par la démission de Gaston Bergery. Bergery prit sa revanche en 1936. On ne trouve pas trace de son nom dans les entreprises politiques ultérieures de Barrachin.

¹³ Barrachin est-il le père d'une expression qui avait d'ailleurs déjà été utilisée par un groupement d'anciens combattants à la fin des années 1920 ? On la trouve en tout cas sous sa plume, dès l'été 1934, dans un article paru dans *Le Journal des Ardennes*, le 11/08/1934, sous le titre « Formons le Front Républicain ».

¹⁴ On prend principalement appui ici sur les Archives Barrachin et sur un dépouillement de la presse parisienne proche des milieux républicains nationaux. Voir en particulier *L'Ordre* d'Émile Buré et *L'Écho de Paris* de Kerillis, dont Barrachin était alors très proche. Dans l'inventaire provisoire établi par les archives du Centre d'histoire de Sciences Po, les documents utilisés ici figurent principalement dans le dossier 6 du carton coté EBA 7.

29 membres en majorité issus de la Gauche radicale et du Centre républicain (ex-groupe Tardieu, définitivement déstabilisé par l'accumulation des dissentiments entre André Tardieu et Paul Reynaud)¹⁵. Parallèlement, on assiste à la mise en place d'un embryon d'appareil de propagande piloté par Jacques de Menditte, promu au rang de secrétaire général¹⁶. Le Front républicain a ainsi organisé une série de grandes réunions publiques au cours de l'hiver 1935-1936, en particulier une réunion, le 5 décembre 1935, à Paris, salle Wagram.

Du Front républicain au Parti social français

Les campagnes du Front républicain ont constitué un feu de paille. Compte tenu du durcissement des oppositions politiques liées à la montée en puissance du Rassemblement populaire et à l'aversion croissante des « républicains nationaux » pour d'hypothétiques solutions de compromis, le message unioniste de Franklin-Bouillon était de moins en moins audible. L'honnêteté oblige à ajouter que, du côté de Franklin-Bouillon comme de celui de Barrachin, cet appel au rassemblement par-dessus les clivages hérités du passé n'était pas dépourvu d'ambiguïtés.

Le triple échec électoral subi par Franklin-Bouillon, Barrachin et Sarret lors de la consultation générale du printemps 1936 a asséné le coup de grâce à une opération dont l'initiative avait été sans doute prise un peu trop tardivement. En dépit de la perte de son siège de député de la circonscription de Sedan, Edmond Barrachin sortait toutefois de l'aventure avec les honneurs de la guerre. L'épisode du Front républicain lui avait permis d'administrer la preuve de ses talents de responsable politique. Sur un autre plan, l'activité débordante qu'il avait déployée tout au long de l'année 1935 lui avait

¹⁵ Edmond Barrachin a été en charge de la rédaction du manifeste. La constitution du groupe semble avoir été assez laborieuse, un certain nombre de personnalités contactées ayant manifesté leur intérêt sans franchir le pas de l'engagement. Au lendemain des élections de 1936, une note conservée dans les papiers Barrachin a fait état de 24 sortants, dont 15 réélus et 9 battus. Parmi les députés les plus impliqués dans l'opération, on doit citer les noms de Louis Jacquinet (venu du Centre républicain) et de Jean Deschanel (venu du petit groupe des indépendants de gauche). On note aussi l'adhésion de Louis Guillon, l'unique député du parti agraire. Cédric Francille a étudié de manière approfondie la campagne du Front républicain lors des élections de 1936. Cf. Cédric Francille, *op. cit.*, pp. 110-116.

¹⁶ Le journaliste Jacques de Menditte appartenait aux équipes du Centre de propagande des républicains nationaux de Kerillis. Mais il était également en relations – au plus tard en 1933 – avec la Fédération radicale indépendante de Seine-et-Oise. Jacques de Menditte sera élu sénateur des Basses-Pyrénées en 1946 au titre du MRP.

offert de nombreuses occasions d'étoffer et de consolider ses réseaux. La question des raisons qui ont incité le colonel de La Rocque à lui confier, à la surprise de beaucoup, les délicates fonctions de directeur du bureau politique du PSF est une question qui, on l'a vu, est loin d'être totalement éclaircie. Mais l'hypothèse la plus vraisemblable est celle d'une intervention personnelle de Pierre Cathala, lui-même sollicité, semble-t-il, dans un premier temps. Cédant ainsi à un réflexe de bonne camaraderie, celui qui avait été l'ami d'Étienne Riché et le fils spirituel de Franklin-Bouillon, rendait ainsi un fier service au président-fondateur du Parti social français¹⁷.

¹⁷ Il y a au moins trois hypothèses : celle évoquée plus haut des bons offices de Jean Chiappe ; celle du réseau des proches d'Étienne Riché (ce dernier avait été l'un des députés appartenant à la Ligue des Croix-de-Feu et son frère, Georges, était l'un des dirigeants du mouvement) ; celle de Pierre Cathala, qui entretenait d'excellentes relations avec le colonel de La Rocque, lequel, selon le témoignage de Philippe Rudaux, lui aurait proposé de prendre lui-même la direction du bureau politique. Pierre Cathala préféra consacrer ses efforts à la constitution d'un Parti radical indépendant, fondé en 1938. Mais il fut l'un des avocats de La Rocque au cours des péripéties judiciaires de 1936-1937 et Barrachin proposa en 1939 de présenter sa candidature, au titre du PSF, dans le département du Lot-et-Garonne. On peut ajouter que ces diverses explications ne sont pas nécessairement contradictoires. Notre sentiment est que Jean Chiappe a emporté la décision d'Edmond Barrachin tandis que Pierre Cathala emportait de son côté la décision du colonel de La Rocque.